

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 23 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024 de la plateforme de compostage de déchets non
dangereux de Louresse Rochemenier

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FLORENTAISE SA

Le Grand Pâtis
44850 Saint-Mars-du-Désert

Références : EC-2024-116-INSP-La FLORENTAISE-Louresse Rochemenier-RAP
Code AIOT : 0006302506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement FLORENTAISE SA implanté Launay Route de Martigné Briand 49700 Louresse-Rochemenier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle. La dernière inspection date du 13/12/2017.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLORENTAISE SA
- Launay Route de Martigné Briand 49700 Louresse-Rochemenier
- Code AIOT : 0006302506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant achète les matières premières entrantes suivantes :

- fumier issu d'élevage ;
- matières végétales (marc de raisin, graines de sarrasin, pré-compost de déchets verts, déchets verts de paysagiste, etc.).

L'exploitant fabrique du compost sur la base de recettes aboutissant à une qualité de compost définie selon les attendus de ses clients.

La Florentaise réalise la granulation d'une partie de ses composts et l'ensachage des produits finis.

L'établissement possède 3 débouchés de vente :

- grand public (jardinerie, grandes enseignes) ;
- professionnels (horticulteurs, paysagistes) ;
- sites internes au groupe pour la fabrication de terreau.

L'établissement dispose de 4 salariés sur place.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 Rétention
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative - suite de l'inspection du 13/12/2017	Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 1	Demande d'action corrective Bilan d'activité	3 mois
2	Activité de broyage	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Situation administrative - suite inspection du 13/12/2017	Arrêté Ministériel du 26/12/2012, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
4	Aménagement des installations - suite de l'inspection du 13/12/2017	Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.A.3	Mise en demeure , respect de prescription	7 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1 - article 4.2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 1.1 – annexe 1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Épandage	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, Annexe 2	Demande d'action corrective	1 mois
8	Aménagement des installations	Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.A.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Prescriptions	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	techniques	31/03/1993, article 3.B.2	l'exploitant, Demande d'action corrective	
10	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.B.4	Mise en demeure , respect de prescription	3 mois
11	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.C.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.G.1	Demande d'action corrective	1 mois
13	Incendie	Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.G.3	Mise en demeure , respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Devenir des matières traitées	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 17	Sans objet
15	Devenir des matières traitées	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 18	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate que certains points soulevés lors de l'inspection de **2017** n'ont pas été levés :

- déclaration GERE ;
- transmission d'un bilan annuel d'activité ;
- porter à connaissance du préfet des nouvelles activités sur site ;
- réfection des murets autour de la plateforme de compostage ;
- curage du regard tampon.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant **sous 1 mois** de :

- transmettre au préfet les bilans d'activité au titre des années 2022 et 2023 ;
- se positionner vis-à-vis de la rubrique 2260 relative aux activités de broyage, criblage, ensilage ;
- réaliser la déclaration GERE relative aux émissions polluantes de 2023 ;
- transmettre un plan des locaux avec la description des dangers associés ;
- réaliser une analyse des eaux de la fosse hors site ICPE ;
- transmettre l'étude préalable d'innocuité des effluents d'épandage ;
- curer la canalisation de recueil des eaux de ruissellement de la plateforme ;
- mettre en conformité les installations électriques ;
- rendre accessibles les extincteurs du site.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant **sous 3 mois** de :

- porter à la connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées toute nouvelle activité ou modifications des installations du site avant leur réalisation ;
- fournir un plan des réseaux d'eau ;
- curer, réparer la canalisation bétonnée de recueil des eaux de ruissellement de la plateforme ;
- curer la fosse qui recueille les eaux de ruissellement de la plateforme de compostage.

De plus, des non-conformités majeures sont constatées le jour de l'inspection :

- absence d'étanchéité de la plateforme de compostage ;
- absence de réserve d'eau d'au moins 120 m³ en vue de la défense contre un incendie.

Aussi, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de **mettre en demeure** l'exploitant de :

- réaliser un contrôle de l'étanchéité de la plateforme de compostage dans un délai de 1 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure ;
- finaliser la réfection des murets avant le **30 novembre 2024** ;
- procéder aux travaux nécessaires afin de rendre la plateforme de compostage de déchets non dangereux étanche, dans le délai de 3 mois, suite au contrôle d'étanchéité ;
- disposer dans un délai d'un mois, d'une réserve d'eau d'au moins 120 m³ en vue de la défense contre un incendie ;
- remettre en état l'entrée du site et le fossé limitrophe afin de remédier à la pollution des sols.

(voir planche photographique en annexe)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - suite de l'inspection du 13/12/2017

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour des activités du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Le tableau de classement des installations mentionne que la capacité totale de traitement en compostage est limitée à 55 t/j de déchets à traiter sur le site (rubrique 2780) et 30t /j de fabrication d'engrais. La capacité annuelle de compost et d'engrais produits autorisée est d'environ 10 000 tonnes.</i></p> <p><u>Constats de la précédente inspection du 13/12/2017 :</u></p> <p>L'inspection a constaté la mise en place de l'installation de thermolyse dans un bâtiment qui n'était pas en activité le jour de l'inspection. Elle produit un support de culture nommé "biocharbon" à partir notamment d'écorces de fèves de cacao en provenance de l'usine Lindt d'Oloron Ste Marie. Il s'agit d'un terreau "zéro carbone" à destination des professionnels et des particuliers permettant de réduire les rejets de gaz à effet de serre.</p> <p>Suivant la nature des matières entrantes, la fabrication de supports de cultures peut être visée par la rubrique 2170.</p> <p><u>Demande de l'inspection :</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'apporter des éléments de réponse au préfet et de préciser le classement dans la nomenclature des ICPE.</p> <p>De plus, compte tenu des évolutions apportées à l'établissement, il est demandé à l'exploitant porter à la connaissance du préfet la mise à jour des activités du site et de leur situation au regard la nomenclature des ICPE accompagné d'un plan de masse à jour avec les réseaux d'eaux et d'une mise à jour des impacts et des risques sur le site. Ces éléments permettront au préfet de se prononcer sur la procédure à suivre.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un bilan annuel d'activités comprenant les quantités de déchets traités et composts produits, les quantités d'engrais fabriqués, quantités de matériaux substrats vrac et ensachés, quantité de "biocharbon" produits,... accompagnée d'une synthèse du fonctionnement de l'établissement et des contrôles réglementaires réalisées au cours de l'année précédente. Ce rapport est à transmettre avant le 31 mars de chaque année.</p>
<p>Constats de l'inspection du 19/03/2024 :</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection des installations classées que l'activité de thermolyse a été active sur le site jusqu'en 2021. Cette activité génèrait environ 100 kg/h de "biochar".</p> <p>Depuis environ 3 ans une activité de thermolyse prototype est localisée sur le site de St Mars du Désert, pour une quantité d'environ 15-20 kg/h.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none">- une activité de thermolyse a été active sur le site pendant 3 ans sans avoir été classée au titre de la nomenclature des installations classées ;- des morceaux d'équipements sont présents sur le site, qui montrent que l'activité de thermolyse n'est plus active. <p>L'exploitant n'est pas en mesure de fournir un bilan d'activité au titre de l'année 2023, comme demandé lors de l'inspection de 2017.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit porter-à-la-connaissance du Préfet de Maine et Loire toute nouvelle activité/modification vis-à-vis de son site avant sa réalisation comme l'indique l'article 2.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de 1993 : *"Tout projet de modification devra, avant sa réalisation, être porté par l'exploitant à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires"*.

Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet toute nouvelle activité/modification qui diffère de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de 1993, dans un délai de 3 mois.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre dans le délai d'un mois, un bilan d'activité au titre des années 2022 et 2023. L'exploitant justifiera au travers des bilans d'activité de son classement actuel au titre des rubriques :

2780.1.a : 55 t/j de matières organiques traitées en compostage

2170.1 : 30 t/j de production d'engrais, amendement

2171 : 150 m³ de dépôt d'engrais - 4000 m³ de dépôt de compost

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Activité de broyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Ensachage

Prescription contrôlée :

Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260 « broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques nos 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail » sont soumises aux dispositions de l'annexe I. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations.

Constats :

L'inspection des installations classées informe l'exploitant que l'activité de "broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels" est classée dans la nomenclature des installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 1 mois, de se positionner vis-à-vis de la rubrique 2260, en transmettant les données de puissance maximale des équipements d'ensachage et de granulation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Situation administrative - suite inspection du 13/12/2017

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/12/2012, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration GERE
<p>Prescription contrôlée : <i>Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets</i></p> <p><u>Constat de la précédente inspection du 13/12/2017 :</u> La dernière déclaration GERE réalisée par l'exploitant date de 2010.</p> <p><u>Demande de l'inspection :</u> L'inspection demande à l'exploitant d'ouvrir le compte GERE lié à l'établissement et de procéder à la déclaration.</p> <p>Constats de l'inspection du 19/03/2024 :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'exploitant ne répond toujours pas à ses obligations de déclaration annuelle. L'exploitant s'engage à réaliser sa déclaration GERE annuelle obligatoire dans les meilleurs délais.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de déclarer ses émissions polluantes sous l'application GERE, avant le 30 avril 2024 pour l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Aménagement des installations - suite de l'inspection du 13/12/2017

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.A.3
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture du site

<p>Prescription contrôlée : <i>Tout le périmètre clôturé sera doublé par un muret d'une hauteur minimale de 0,2 mètre afin d'éviter tout écoulement hors de la zone bétonnée et de prévenir toute infiltration provenant de l'extérieur.</i></p> <p><u>Constats de la précédente inspection du 13/12/2017 :</u> Les plateformes sont orientées pour diriger les eaux de ruissellement vers un fossé étanche et découvert. Le périmètre clôturé est doublé par un muret de 0,2 m hauteur minimum. Une partie de la bordure côté route a été refaite en béton. À certains endroits, la bordure constituée de parpaings est en mauvais état. L'étanchéité des plateformes et fossés sont contrôlés régulièrement par l'exploitant</p> <p><u>Demande de l'inspection :</u> L'inspection demande à l'exploitant de procéder à la réfection du reste du muret autour des plateformes.</p>
<p>Constats de l'inspection du 19/03/2024 :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les travaux de réfection du muret sont commencés. L'exploitant déclare que des travaux d'entretien réguliers sont réalisés tous les ans pour un montant de 5 à 10 k€. L'exploitant s'engage à finaliser les travaux de réfection pour la fin de cette année (novembre 2024).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fournir les factures, bons de livraison, etc. pour justifier de l'entretien régulier de la plateforme de compostage ; - finaliser les travaux de réfection du muret avant le 30 novembre 2024.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 7 mois</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, Annexe 1 - article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plans</p>
<p>Prescription contrôlée : a) Pour toutes les installations : - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les plans des locaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre, dans le délai d'un mois, un plan des locaux, avec la description des dangers et le positionnement des moyens de lutte associés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois
N° 6 : Conformité de l'installation
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 1.1 – annexe 1
Thème(s) : Situation administrative, Plan des installations
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir de plans des installations et réseaux d'eau. L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un regard à l'entrée du site. Ce regard est rempli d'eau, le sol autour de ce regard est gorgé d'eau. L'exploitant pense que ce regard correspond au compteur d'eau du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser une étude des réseaux d'eau présents sur site, dans le délai de 3 mois. L'eau accumulée dans le regard et dans les sols en entrée de site semble provenir des activités de la plateforme. Aussi, l'exploitant doit procéder aux travaux nécessaires pour rendre la situation conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Épandage des effluents
Prescription contrôlée : L'épandage des déchets ou des effluents respecte les dispositions suivantes, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole. En cas de risque de dépassement des capacités de stockage du déchet ou effluent, l'exploitant évalue les capacités complémentaires de stockage à mettre en place, décrit les modifications à apporter aux installations et en informe préalablement le préfet. À défaut, il identifie les

<p>installations de traitement du déchet ou de l'effluent auxquelles il peut faire appel.</p> <p>Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des déchets ou des effluents au regard des paramètres définis au point ii ci-après, l'aptitude du sol à les recevoir et le plan d'épandage détaillé ci-après. Cette étude justifie la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées et les documents de planification existants.</p> <p>Les déchets ou effluents ne peuvent être répandus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 du point I ci-dessous. - dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans le déchet ou l'effluent excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b du point I ci-dessous [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare utiliser l'eau de la fosse pour arroser une parcelle limitrophe de maïs servant "d'appât aux sangliers". Cette eau est également épandue sur une autre parcelle limitrophe à usage de forêt.</p> <p>L'exploitant déclare ne pas réaliser d'analyses physico-chimiques de l'eau de la fosse avant épandage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de procéder aux analyses physico-chimiques des eaux de la fosse, sur la base des paramètres de l'arrêté ministériel du 22/08/2008. Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet les résultats des analyses à l'inspection.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre dans le délai d'un mois, l'étude préalable d'épandage qui précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des déchets ou des effluents au regard des paramètres définis dans l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 22/04/2008.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Aménagement des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.A.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Aire de travail étanche</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des plates-formes de travail et stockage du compost sera imperméable et aménagé de façon à éviter la stagnation des purins et eaux de ruissellement. Il sera toujours maintenu en parfait état d'entretien et d'étanchéité.</p> <p>Les plates-formes seront pentées de manière à diriger les jus et eaux de ruissellement vers une fosse étanche et découverte.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la canalisation bétonnée (béton banché) de recueil des eaux de ruissellement de la plateforme de compostage est partiellement effondrée ; - une arrivée de 3 canalisations PVC dans le fossé bétonné de recueil des eaux de ruissellement de la plateforme de compostage ; - le filtre/séparateur de boue en fin de fossé bétonné est colmaté ; - une canalisation souterraine traverse la route d'accès au site, et alimente une fosse d'environ 500 m³ ; - la fosse hors site ICPE de recueil des eaux de ruissellement de la plateforme est en limite de débordement et inaccessible, les ronces empêchant toute approche ; - l'eau en surface de la fosse est verte et couverte de lentilles.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant sous 3 mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - curer et réparer la canalisation bétonnée de recueil des eaux de ruissellement de la plateforme de compostage ; - vider/nettoyer le filtre/séparateur du bassin tampon avant rejet des eaux vers la fosse hors site ICPE, l'exploitant justifiera de l'évacuation des déchets de curage vers une installation adaptée de traitement de déchets ; - réaliser une analyse de l'eau de la fosse sur la base des paramètres de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 22/04/2008 relatif aux installations de compostage ; - vider/curer la fosse qui recueille les eaux de ruissellement de la plateforme de compostage ; - s'assurer de l'étanchéité de la fosse ; - fournir les plans des réseaux d'eau pour, notamment, identifier les trois canalisations PVC qui relient la canalisation bétonnée de récupération des eaux de ruissellement de la plateforme de compostage.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Prescriptions techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.B.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation électrique, sera entretenue en bon état et contrôlée, au moins une fois par an par un technicien compétent.</p>

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait procéder au contrôle des installations électriques le 10 août 2023 (rapport de vérification et certificat Q18 fournis le jour de l'inspection).</p> <p>La conclusion du certificat indique que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Les dangers identifiés 1 et 7 (traces d'échauffement et défaut de continuité du conducteur de protection) sont signalés pour la première fois à l'exploitant, ce qui n'est pas le cas des dangers identifiés 5, 6 et 8 (poussières dans les armoires électriques, inadéquation de matériels, absence de dispositif de coupure de sécurité dans certains locaux).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en conformité son installation électrique, dans un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois
N° 10 : Prescriptions techniques
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.B.4
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fera procéder au moins une fois par an, à ses frais, à un contrôle de l'étanchéité des plates-formes et murets.</p> <p>Les résultats de ces contrôles seront consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux de réfection des murets sont commencés, l'exploitant s'engage à les finir cette année (novembre 2024) ; - des eaux noires de ruissellement s'échappent de la plateforme de compostage à l'extérieur des installations, au sud-ouest, côté route D83 ; - ces eaux s'écoulent dans le fossé bordant la D83 ; - celui-ci est bouché en sortie des installations ; - le regard du compteur d'eau est rempli d'eau noire. <p>L'inspection constate que les jus noirs s'écoulant à l'entrée du site, puis dans le fossé de la route D83 proviennent de l'activité de compostage de La Florentaise.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet, dans le délai d'un mois, de mettre en demeure La Florentaise de contrôler l'étanchéité de la plateforme de compostage et de finaliser la réfection des murets.</p> <p>Dans les trois mois suivant le contrôle d'étanchéité de la plateforme de compostage, l'exploitant</p>

rend étanche la plateforme de compostage de déchets non dangereux. L'exploitant procède sous 2 mois aux travaux nécessaires pour remédier à la pollution en entrée du site et dans le fossé limitrophe. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les preuves de la dépollution.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.C.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Prescription contrôlée : Les purins et eaux de ruissellement seront stockés dans une fosse étanche d'au moins 500 m ³ , dont le contenu sera utilisé en priorité pour la réaspersion des tas.
Constats : L'inspection des installations classées constate que la fosse est en limite de débordement, inaccessible et recouverte de lentilles d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 3 mois, de : - nettoyer les abords de la fosse pour la rendre accessible ; - vider, nettoyer et vérifier l'étanchéité de la fosse ; - analyser l'eau de la fosse (voir fiche n°7).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.G.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'établissement sera pourvu de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en nombre suffisant et judicieusement répartis. Les accès à ces moyens de lutte contre l'incendie devront en permanence être maintenus libres.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les extincteurs ont été vérifiés le 2 mai 2023. L'inspection des installations classées constate que certains extincteurs sont inaccessibles (grilles, zone de chantier).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de rendre tous les extincteurs accessibles, dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.G.3
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau
Prescription contrôlée : Une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ sera prévue en vue de la défense contre l'incendie.
Constats : L'inspection des installations classées constate qu'une citerne bétonnée à ciel ouvert de 120 m ³ est présente sur site. Cette rétention bétonnée dispose d'un accès pompier. L'exploitant déclare que le SDIS a informé La Florentaise que l'eau de cette citerne ne serait pas utilisée en cas d'incendie sur site. L'inspection des installations classées constate l'absence de réserve d'eau utilisable en cas d'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant, dans le délai d'un mois, de disposer d'une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Devenir des matières traitées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des teneurs limites (ETC, etc..)
Prescription contrôlée : Pour chaque matière intermédiaire telle que définie à l'article 2, l'exploitant doit respecter au minimum les teneurs limites définies dans la norme NFU 44-051 concernant les éléments traces métalliques, composés traces organiques, inertes et impuretés. Il tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.
Constats :

<p>L'inspection des installations classées constate qu'un plan de surveillance trimestriel est mis en place sur le site.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que le lot 3A23 du 13 février 2024 a été contrôlé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Devenir des matières traitées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 18</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Registre de sortie produits finis et matières intermédiaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de sortie distinguant les produits finis et les matières intermédiaires et mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> — la date d'enlèvement de chaque lot ; — les masses et caractéristiques correspondantes ; — le ou les destinataires et les masses correspondantes. <p>Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.</p> <p>Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre de sortie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate l'accessibilité de l'ensemble des champs demandés par le logiciel de gestion ERP.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

ANNEXE – planche photographique

Caniveau de recueil des eaux de ruissellement
de la plateforme de compostage détérioré



Entrée du site – trace de pollution (jus noirâtres)



Entrée du site – trace de pollution (jus noirâtres)





Entrée du site
Pollution par des jus noirâtres se dirigeant vers
le fossé de la route D83



Regard rempli de jus noirâtres à l'entrée du site



Fosse en limite de débordement et inaccessible du fait de la présence de ronces

